



## **La retraite : on ne lâche rien!**

**Le 23 novembre des initiatives dans toute la France.**

**A Paris, 12h00 Rendez-vous à Opéra,  
12h30 Marche vers la Bourse,  
13h00 Chaîne humaine pour l'entourer,  
13h30 Témoignages de luttes,  
14h00 Fin de l'initiative.**

### **Sommaire**

- ✓ retraites : Déclaration commune de l'intersyndicale ..... Page 2
- ✓ Japy : intervention de MG Buffet ..... Pages 3/4/5
- ✓ Japy : intervention de A. Chassaigne..... Pages 6/7/8
- ✓ Japy : intervention de P. Laurent ..... Pages 9/10/11/12
- ✓ Le crédit, un véritable service public..... Pages 13/14

Déclaration commune des organisations syndicales le 8 nov  
2010 CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

## **Le mouvement social est légitime et conforté**

Après plusieurs semaines de mobilisation et malgré les moyens déployés par le gouvernement pour tenter d'accréditer l'idée que « la page retraite » est tournée, ce sont 1,2 million de salariés qui ont manifesté le 6 novembre dans 243 villes contre cette réforme des retraites injuste et inefficace.

Si chacun a conscience que la loi sur les retraites est susceptible d'être promulguée dans les prochains jours, l'heure n'est pas à la résignation. Les organisations syndicales continueront d'agir pour la réduction des inégalités, une véritable reconnaissance de la pénibilité et d'autres alternatives pour le financement du système de retraites par répartition. Elles réaffirment leur attachement au maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans et de l'âge du taux plein à 65 ans.

Elles constatent que la situation économique et sociale reste très dégradée et toujours préoccupante pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent toujours durement les conséquences d'une crise qui dure.

Les organisations syndicales considèrent que la mobilisation d'un niveau exceptionnel depuis plusieurs mois a mis en lumière l'insatisfaction criante des salariés et leurs revendications en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'inégalité entre les femmes et les hommes, de fiscalité et de partage des richesses. Elles décident d'approfondir leurs analyses et propositions sur ces questions afin d'interpeller le gouvernement et le patronat.

Les organisations syndicales décident de poursuivre la mobilisation dans l'unité en faisant du 23 novembre une journée nationale interprofessionnelle de mobilisation par des actions multiformes. Ces actions doivent répondre aux préoccupations des salariés et permettre la participation du plus grand nombre. Elles demandent aux organisations territoriales et professionnelles d'en préciser les modalités (rassemblements, manifestations, meetings, arrêts de travail...).

Des initiatives dans les territoires et les entreprises sont déjà prévues. Les organisations syndicales veilleront à assurer leurs réussites.

Les organisations syndicales s'engagent dès à présent à participer activement à la journée d'action Européenne du 15 décembre pour s'opposer aux plans d'austérité qui se multiplient en Europe.

**Les organisations se reverront le 29 novembre 2010.**



## Intervention de Marie George Buffet

Japy Lundi 8 novembre 2010 (extraits)

**, Notre meeting est partie prenante du grand mouvement contre les retraites, le combat continue !** Oui, n'en déplaise à messieurs dames Copé, Morano ou Parisot, ce n'est qu'un début, **le combat continue !**

Comme vous samedi, je n'ai entendu qu'un seul message de la part des manifestants : **face à Sarko on ne lâche pas, la casse des retraites on ne l'accepte pas.** D'ailleurs ils le savent, les gens de la haute, ils ne fanfaronnent pas, ces grèves, ces manif qu'ils voulaient ignorer les ont pris à la gorge. (...) Ils savent que des millions de nos compatriotes se reconnaissent dans ce mouvement, ils savent qu'ils sont décidés à y donner des suites politiques.

**Notre responsabilité est là, notre devoir, notre tâche est d'y travailler avec eux, avec elles qui depuis des mois sont dans l'action.** Oui, ils et elles peuvent compter sur les militantes et les militants, les élu-e-s du parti communiste français. Une longue marche a commencé pour donner au pays l'alternative qu'il mérite. **L'alternative, pas un remaniement !** (...)

J'écoutais un reportage à la radio sur un déplacement de Nicolas Sarkozy. Le journaliste expliquait comment le tapotement de Nicolas Sarkozy sur l'épaule de François Baroin était un signe... Vous imaginez un salarié avec ses problèmes de salaire, de loyer scotché devant sa télévision et apprendre cette information de la plus haute importance : Nicolas Sarkozy a tapoté sur l'épaule de François Baroin ! (...) Alors, ici on va informer la droite que le peuple (...) ce n'est pas un remaniement que nous voulons, **mais une vraie rupture avec la politique économique et sociale de la France,** avec ceux qui au pouvoir bazzardent la France !

La mobilisation est forte de ses revendications. D'abord l'affirmation d'un droit, celui de la retraite, droit au temps libre, au repos, un droit qui nous est dû car financé

par notre travail.

(...) l'UMP espérait après avoir emballé la retraite à 60 ans manger la semaine de 35 heures et pourquoi pas demain la cinquième semaine de congés payés. Mais la mobilisation populaire a mis leur plan au placard ! (...) Les salariés de ce pays (...) défendent leurs droits, c'est la force de la mobilisation.

Samedi, d'ailleurs, deux manifestations ont convergé. Celle des femmes pour leur droit à l'IVG. Face à la casse de l'hôpital public, elles ont crié : « Résistance ». Face aux attaques des réacs et des intégristes, elles ont crié : « un enfant c'est un choix, avorter c'est un droit ». Puis, elles ont rejoint l'autre manif, celle des retraites.

Quoi de plus normal, elles sont les plus concernées. Comme l'a dit Bernard Thibaud dans un interview à l'Humanité, **à travers les retraites nous avons soulevé les questions de l'emploi, des conditions de travail, du déroulement de carrière, des salaires, de la pénibilité et de l'égalité des hommes et des femmes dans le travail.**

Woerth et autres Lagarde, ont voulu enfermer le débat des retraites dans un débat comptable. Les parlementaires communistes, (...), nous avons montré l'utilité d'avoir des parlementaires de combat beaucoup plus nombreux. Nous avons déjoué ce piège en montrant que le financement d'une retraite à 60 ans à taux plein était possible. Et le mouvement populaire, la mobilisation syndicale, le débat politique comme celui que nous avons mené avec la pétition du parti ont placé le débat au bon niveau.

Écoutons les slogans : **ils mettent à l'index le capitalisme et pointent un choix de société** Quelle est la place du travail ? Quel partage des richesses ? Chers camarades, tout au long de ce mouvement, des barricades se sont érigées un peu partout en Europe.

♦ D'un côté de ces barricades, les libéraux qui veulent faire payer aux salariés leur crise. Jacques Attali, un de leur porte parole annonce avec gourmandise dix années de rigueur, de gel des salaires, de sacrifices. (...)

♦ Mais de l'autre côté de la barricade, les peuples, les manifestants de samedi, ont affirmé qu'ils n'acceptaient pas que leurs droits soient niés, pour eux même et pour leurs enfants, (...) en manifestant ils ont dit que ce sont les droits des êtres humains, **la réponse aux besoins populaires qui sortira le monde de la crise.**

Tous ceux et celles qui sont de ce côté de la barricade ont décidé de reprendre en main leur vie, l'avenir de cette planète. **C'est la profondeur de ces exigences qui rassemble.**

Unité syndicale, unité des salariés. Cheminot, enseignante, lycéen et ouvrière de la chimie, infirmière anesthésiste, journaliste, caissière et chercheur : nous sommes toutes et tous ensemble. Parce que nous savons qu'il n'y a plus de recul possible, que l'heure est à l'offensive. **Ce gouvernement a beau nous dire la loi est votée** alors à la niche, nous allons finir par mordre. Car, dire c'est fichu **ou dire « on verra cela en 2012 », c'est le même message.** (...)

♦ C'est accepter qu'en juillet 2011 des centaines de milliers de personnes passent sous les fourches caudines de cette loi régressive.

♦ C'est accepter qu'en 2011 le frère du Président et tous les voraces de l'assurance se préparent à tuer le système de la retraite par répartition.

♦ **Dire, rendez vous après 2012, c'est laisser s'installer cette loi dans les mœurs et les consciences, c'est renoncer maintenant au débat populaire sur une véritable réforme des retraites**

Ce n'est pas ce que nous demandent les manifestants. Ce qu'ils veulent c'est construire dans les luttes et dans le débat leur droit à la retraite. Ce qu'ils veulent c'est des luttes aux urnes résister et assurer le contenu du changement de demain.

(...) Ils ont pensé nous faire avaler l'Europe libérale comme étant la réponse à tous nos problèmes. Cela ne marche pas. Partout on manifeste contre les cures d'austérité.

♦ La libre concurrence devait passer comme dans du beurre. Et ici on défend l'hôpital, là le bureau de Poste. Les chercheurs, les enseignants ne se laissent pas voler leur métier.

♦ De loi liberticide en discours sur « l'identité nationale » ils voulaient nous diviser, mais ils n'ont pas fait taire les salariés sans papiers, ils ont gagné. Ils ont sali la République et dénaturé ses valeurs fondatrices mais 45 organisations lancent un pacte citoyen pour les droits et les libertés.

♦ Ils voulaient mettre la presse à leurs bottes mais un vol d'ordinateurs ne dompte pas une profession ! Ils nous ont abreuvé d'équité et de méritocratie, et les habitants de La Courneuve ont répondu : Egalité !

♦ Ils voulaient faire des jeunes un jour l'ennemi numéro un, et un autre des neusneus, mais ils sont dans la rue avec leurs rêves, et leurs exigences concrètes. Ils ont toujours eu la trouille que la jeunesse, les travailleurs, les intellectuels s'unissent. Et on s'unit, et plus on va s'unir, et plus la politique va nous appartenir.

Ils ont voulu profiter de leur crise pour surexploiter et tout dominer et partout des résistances se sont levées. Les réacs, Sarko Merkel et autres Trichet, n'ont pas gagné la bataille des idées. Ils n'ont pas soumis les peuples. C'est tout cela qui doit fonder la feuille de route de la gauche.

(...). Et tout le monde me le dit, cela demande que le camp de la résistance se rassemble. (...) Et je vous le dis, cela demande que ce soit aussi un **camp de l'alternative qui se rassemble.** Car comme vous **je veux le battre pour abroger ses toutes ses lois antisociales et liberticides.** Car comme vous je veux le battre **pour construire des vraies réponses pour résoudre vos problèmes.** Gagner une vie meilleure. (...)

Et c'est à ce niveau qu'est attendue la gauche. Si elle veut gagner en crédibilité (...)



**La gauche doit se fixer pour objectif de donner au peuple les moyens de maîtriser son destin pour repousser au plus loin les frontières du possible.**

Liberté, Egalité Fraternité doivent se conjuguer dans son projet. André Chassaigne va nous donner son point de vue sur ce projet.

♦ **La liberté au 21ème siècle, c'est une nouvelle République, porteuse d'une nouvelle citoyenneté, dans la cité et l'entreprise.**

♦ **L'Egalité, c'est, l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux pouvoirs, ce sont les droits, les services publics la fin de l'inégalité homme femmes ou des discriminations territoriales**

♦ **La Fraternité, c'est la coopération plutôt que le néocolonialisme, le droit des migrants, la lutte contre le racisme, pour la paix, la maîtrise par la nation des grands leviers économiques et sociaux.**

(...) Je suis persuadée que **de toutes les luttes qui se sont levées ces dernières années**, des caterpillar aux conti en passant par les Lejaby, **à toutes celles qui se mènent aujourd'hui, peut et doit émerger un programme audacieux, porté par une dynamique populaire .**

**Nous pouvons en être, nous les communistes, les artisans. Nous pouvons contribuer à ce que cette dynamique devienne majoritaire.** Oui jouons la belle gagne.

Dans un monde blessé où le populisme, l'irrationnel, les idées d'extrême droite peuvent reprendre le dessus, au moment où une partie de la droite française regarde de ce côté, Militantes et militants de gauche, communistes, nous n'avons pas le temps de jouer perso ou de jouer petit ! Nous n'avons pas le temps de jouer la concurrence, notre peuple attend de nous qu'ensemble nous nous mettions au boulot ! Sachons comme à d'autres époques **être de ceux qui marient idée révolutionnaire et Union.**

(...)Nous savons, que les hommes et les femmes qui souffrent et sont en résistance, n'attendent pas seulement de nous la critique radicale des oligarchies en place. **Ils attendent de nous que nous soyons avec eux pour élaborer les solutions.**

Avec eux, avec elles pour élaborer les rassemblements, les majorités politiques nécessaires pour les mettre en œuvre. Lorsque nous avons pris l'initiative des fronts, lorsque nous avons travaillé à la construction du Front de Gauche avec nos partenaires, nous communistes, nous n'avions pas d'autre objectif.

♦ Quel sens d'ailleurs, cela aurait –il de travailler à un programme partagé, si on ne visait pas de le mettre en œuvre au pouvoir demain ?

♦ Quel sens cela aurait- il, de faire un Front de gauche, si on s'arrêtait en route sans chercher à ce qu'il porte une démarche majoritaire ? (...)Être utile à notre peuple, n'est ce pas créer les conditions d'un rapport de forces qui lui soit favorable face au capital et aux libéraux, dans les têtes, dans la rue et au pouvoir.

Pour vous parler tout simplement, je ne sais pas si l'objet des futures échéances électorales se limite aux choix demain, après demain, entre telle ou telle force, tel ou tel individu. Ou si notre combat actuel, pour ne pas décevoir ni tromper aucun de ceux et celles qui luttent aujourd'hui, doit être de construire avec eux, aujourd'hui, ce pacte d'union populaire- initié par Pierre- dont la gauche a besoin.

**On ne peut pas se satisfaire que des femmes et hommes engagés dans les luttes se voient privés de parole lorsqu'il s'agit de la politique et du pouvoir.**

Faisons que des milliers et des milliers d'entre eux, encore sur le bord du chemin, se disent on y va ! On s'engage ! Et pour y arriver, il n'y a pas d'autres solutions que d'engager la discussion directement avec nos concitoyennes et nos concitoyens !

Alors allons y, poursuivons le débat, faisons vivre la démocratie pour changer. (...)

## Intervention d'André CHASSAIGNE

Japy Lundi 8 novembre 2010 (extraits)

La France veut changer d'ère. Et ça s'entend. (...)

Depuis septembre, nous sommes des millions à refuser cette mauvaise réforme des retraites.

(...). Les millions qui manifestent et arrêtent le travail non seulement en leur nom propre, mais aussi au nom d'une opinion publique majoritaire qui les soutient.

(...)

Je veux sur ce point adresser un message au gouvernement et à sa majorité parlementaire. Le Parlement, Sénat et Assemblée nationale, adopte la loi au nom du peuple français. **Les parlementaires sont les dépositaires de la volonté nationale. Les dépositaires et non pas les propriétaires.**

(...)

Ainsi, de ce qui précède, nous ne pouvons tirer qu'une seule conclusion, (...) **cette loi est illégitime (...)**

**Le combat n'est pas fini, il commence à peine !**

Oui, ces femmes et ces hommes, au travers de la question des retraites, rejettent la dictature de l'argent. C'est en toute responsabilité qu'ils privilégient la vie aux profits financiers.

J'en veux pour preuve le sondage (...) ce week-end dans l'Humanité-Dimanche. Un sondage qui interroge sur les attentes des Français à l'égard de la gauche, plus largement sur ce que réclament nos compatriotes. Le résultat est édifiant.

(...)

◆ Une majorité de Français, **53% pour être précis, veulent qu'on supprime les cadeaux fiscaux aux entreprises !**

N'est-ce pas extraordinaire ? Les Français disent qu'ils ont compris que ces mesures qu'on nous martèle depuis des décennies, sous le prétexte de préserver l'emploi et d'encourager l'activité économique, sont

des mensonge, et de surcroît inefficaces. (...)

Et ça n'est pas fini. (...)

On nous dit sans cesse que les Français ne veulent pas d'impôts en plus.

◆ **Et bien c'est faux. 67% des Français interrogés veulent qu'on crée un impôt...** et devinez sur quoi ?

**Sur LE CAPITAL**, oui sur le capital ! Et dans le même temps, ils veulent qu'on développe les services publics.

◆ Et ce n'est pas tout : **63 % veulent qu'on fixe en France les prix de l'immobilier.** (...) Pour une raison simple : les prix qui ne cessent de flamber jusqu'à former un mur de l'argent infranchissable pour les jeunes qui veulent se loger.

◆ Dans le même style : **78% des Français veulent qu'on augmente les impôts des plus riches.**

◆ **Et pour 78% encore : qu'on augmente le smic et les minima sociaux. Élémentaire !**

(...)

Ces chiffres nous révèlent une nouvelle réalité très importante : pour atteindre des scores aussi élevés, cela signifie qu'une partie de l'électorat de la droite a rejoint nos aspirations et comprend que la mal vie devient son propre avenir.

Ils ont hélas raison.

Qui peut être certain d'avoir demain un emploi décent, avec un salaire décent pour offrir une vie décente à sa famille ?

Qui peut être assuré que sa fille et son fils - même au prix d'intenses efforts scolaires - auront un emploi pour construire une vie de bonheur ?

(...)

Chers amis, chers camarades, le peuple de France vit un drame. C'est de ce drame dont je veux parler.



4,5 millions de nos compatriotes sont réduits durablement au chômage. Cela signifie que **4 millions et demi d'intelligence, de savoir-faire, d'envie, de désir, d'énergie sont paralysés, cadennassés.**

C'est une catastrophe humanitaire. Elle est devenue inacceptable et il faut y mettre un terme. (...) Ce doit être un engagement fort, clair et net à l'égard de tous, en particulier à l'égard de la jeunesse.

Je vous le dis, l'expérience douloureuse de la crise, comme les réformes destructrices du pouvoir, ont créé une majorité. Une majorité qui veut que la France change de cap.

**La bataille exceptionnelle autour de la question des retraites est la première grande confrontation contre le système, contre le libéralisme mondialisé qui ne connaît plus de limites.**

(...) les Français ont compris que dans ce système capitaliste, la règle veut qu'on ne partage que les pertes, jamais les bénéfiques. Et il y a en a des bénéfiques ! On croule sous l'argent en France et dans le monde. 1300 milliardaires dans notre pays, contre 110 en 1984 ! (...)

Alors les Français sont en train de dire "stop" : on change la règle ! Et ils proposent des solutions nouvelles **qui soumettent l'intérêt privé à l'intérêt général pour garantir l'avenir de chacune et chacun.**

(...)

Cette conscience exceptionnelle de notre peuple étonnera seulement ceux qui se sont définitivement coupés de la vie réelle, c'est-à-dire ceux qu'on appelle pompeusement les élites économiques et politiques.

En réalité, ces élites n'ont d'yeux que pour les compteurs de la bourse, les relevés de leur fortune personnelle et les attributs de leur carrière.

(...)

Ces élites ne nous gouvernent pas. Elles nous conditionnent.

(...)

Et quand ces pseudo-élites se targuent de leur géniale expertise, on en connaît les résultats : non seulement, elles sont incapables d'empêcher une crise financière, mais elles la provoquent par leur cupidité, et elles veulent ensuite en faire payer les dégâts aux plus démunis pour recommencer de plus belle leur course effrénée et mortifère au profit.

C'est exactement ce qui se passe sous nos yeux.

Et une large majorité de nos compatriotes ne veut plus de cette France-là .

(...)

Nos compatriotes veulent que l'économie privilégie l'intérêt général aux intérêts privés !

(...)

Les Françaises et les Français veulent retrouver le sens du partage et de la solidarité !

Et ils nous le disent sous les formes les plus diverses, ils nous dressent une bonne feuille de route. Une feuille de route à double usage : pour les luttes d'aujourd'hui et pour les scrutins de demain.

**Cette feuille de route (...) nous convient parce qu'elle place l'intérêt personnel bien compris de chacun d'entre nous au coeur de notre projet de transformation sociale.**

Et elle me convient personnellement parce que ce sont ces mêmes valeurs, et ces mêmes fondamentaux, qui ont toujours guidé mon action, comme celle de tant de camarades, dans le quotidien de notre pratique politique (...)

de ma vie de militant, d'élu de proximité, de député, je n'ai tiré qu'une seule véritable leçon : **la démocratie, c'est l'arme du grand nombre.** (...) c'est l'art d'être ensemble et de se respecter, d'analyser et d'échanger, de coélaborer et de porter des projets partagés. (...)

À présent, en tant qu'acteur du Front de Gauche, permettez-moi d'apporter ma pierre au pacte d'union et de partager avec vous trois idées.

◆ La première est simple. A mes yeux, si nous devons être les combattantes et les combattants d'une meilleure répartition des richesses, **nous devons aussi prendre l'offensive sur la création de richesses. (...) Nous devons être identifiés au mouvement pour une économie qui marche, c'est-à-dire qui crée des richesses, des emplois, qui les répartit, qui investit dans les dépenses d'avenir, la formation, l'éducation, la recherche, l'investissement.**

(...)

◆ La deuxième idée que je veux évoquer, **c'est le besoin de placer la jeunesse, ses conditions d'éducation et de travail en tête de notre discours.** Le drame social le plus profond, c'est la jeunesse qui le vit, qui est le cobaye du système de la précarité généralisé. (...) Le discours sur la jeunesse doit devenir le discours du Front de Gauche. Le Front de gauche doit devenir le mouvement de la jeunesse, le mouvement de l'excellence éducative pour tous. (...)

◆ Parlons enfin de la bataille des présidentielles. Vous le savez, elle n'est pas la tasse de thé des communistes, (...) Mais ces élections sont là. Et elles ont une place décisive dans le vécu de nos concitoyens. Nous devons donc y prendre notre place, toute notre place dans le cadre de ce bien si précieux qu'est le Front de gauche.

\* Chacun sait que Jean-Luc Mélenchon du Parti de gauche s'est déclaré prêt à représenter le Front de Gauche à la présidentielle. Il a eu raison, car ce faisant il va défendre une sensibilité et une pratique politique qui sont celles de son mouvement et les siennes propres.

\* Christian Piquet, de la Gauche Unitaire, autre organisation pilier du Front de Gauche pourrait en faire de même. (...) Bien évidemment, **il est tout aussi légitime qu'un membre du Parti Communiste puisse représenter le Front de gauche.**

Ne nous laissons donc pas embrouiller par les expressions médiatiques qui essaient de faire croire que mon offre de candidature n'est là que pour gêner celle

qui serait incontournable, ou au contraire pour amuser la galerie, (...)

**C'est une opération qui vise à discréditer notre famille politique, sa force de proposition.**

Ces manœuvres visent à écarter les couches populaires que nous représentons et surtout le monde du travail du débat de la présidentielle. (...)

J'ai évoqué les résultats d'un sondage réalisé par l'Humanité Dimanche. Parmi les résultats, j'en rappellerai deux. ...)

- 78 % pour augmenter les impôts sur le capital et les grandes fortunes.

- 63 % pour abolir les privilèges fiscaux faits au patronat.

**Or, qui au nom de l'égalité et de l'efficacité économique avance ces deux propositions depuis des années ? Le Parti Communiste Français.**

Soyons donc fiers de nos combats et de nos propositions. Et mettons tout en œuvre pour que la question présidentielle ne soit pas réduite à un concours de divas médiatiques, actionné de l'Élysée, (...)

**Nous avons la responsabilité d'être au coeur du débat, de tous les débats.**

(...)

Car, cette bataille, nous l'aborderons avec un objectif simple : r(...)

**Rassembler et faire gagner les aspirations concrètes des Françaises et des Français, (...)**

**Et cette bataille, nous la conduisons avec des convictions bien chevillées au corps. Ces convictions qui animent les militants communistes depuis 90 ans, ces convictions qui forcèrent le destin social de notre pays lors de l'élaboration du Programme du Conseil National de la Résistance.**

**L'avenir de la France passe par le progrès social, (...) indissociable du progrès écologique. (...) l'un en l'autre, ne se réaliseront qu'avec la primauté donnée aux citoyens en rendant la parole au peuple français. (...)**





## Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Japy Lundi 8 novembre 2010 (extraits)

Nous tenons ce meeting dans un moment exceptionnel. Samedi, c'est encore plus d'1,2 million de personnes qui manifestaient dans le pays contre la réforme des retraites, sans compter les milliers de femmes venues défiler à Paris pour les droits des femmes et singulièrement le droit à l'avortement aujourd'hui gravement remis en cause. **Oui, la mobilisation n'est pas terminée !** (...)

(...) Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont fait voter la loi, mais le président de la République vient de perdre sa première grande bataille politique depuis 2007. (...)

**C'est clair et net, la bataille des retraites n'est pas terminée.** (...)

**Trois convictions majeures** nous ont rassemblé et rassemblent une majorité de nos concitoyennes et de nos concitoyens au cours de cette bataille.

**La première est très claire : nous, salariés de toutes conditions et jeunes en formation de ce pays, nous ne voulons pas vivre les décennies à venir sous le régime injuste que nous impose cette loi.** (...) Le vote de la loi ne tourne pas la page. Ce combat est plus que jamais devant nous. (...)

Nous ne voulons pas être contraint d'attendre (...) 62, 65 ou 67 ans quand 40% des salariés qui partent aujourd'hui à 60 ans ne sont déjà plus en situation d'emploi mais exclus du travail. Nous ne voulons pas laisser voler les plus belles années de retraite à des ouvriers épuisés, victimes de maladies professionnelles (...) Nous ne voulons pas laisser les femmes subir tout au long de leur vie professionnelle

la précarité, le temps partiel, les bas salaires, (...). Nous ne voulons pas priver les jeunes d'un million d'emplois (...)

**Une seconde conviction s'est imposée avec clarté. Ce pouvoir (...) a décidément tourné le dos à toute légitimité populaire,** et n'a qu'une boussole, les intérêts de l'oligarchie financière. Pour faire adopter cette loi, il a tout bafoué : bafouée la négociation avec les syndicats (...) bafouée la voix du peuple (...) bafouée la jeunesse, (...) bafoué le Parlement, (...)

**La troisième conviction s'est lue sur bien des pancartes, a été entendue dans bien des témoignages, elle résume la portée du mouvement : « de cette société là, nous ne voulons pas ! ».**

La bataille sur les retraites a cristallisé le rejet de choix politiques qui, en tous domaines, visent à faire payer la crise financière capitaliste aux salariés. Ces choix nous conduisent tous, et la société avec, dans de très graves impasses, dans des crises décuplées, dans une régression générale et continue.

(...) Notre pays compte désormais très officiellement 4 millions de chômeurs. Parmi eux, plus de 725.000 seniors et 750.000 jeunes (...) Les entreprises du CAC 40 affichent 47 milliards de profit pour la seule année 2009. C'est plus que le besoin de financement de la sécurité sociale. (...) les Échos du 21 octobre, les dix premiers groupes du CAC 40 sont assis sur un matelas de trésorerie de 145 milliards d'euros ! (...)

**Les luttes actuelles montrent que des millions de salariés ont pris conscience de cette crise** et de la nécessité d'en sortir autrement qu'avec les recettes capitalistes. Au delà de l'enjeu du droit à la retraite, ce mouvement porte de très grandes exigences populaires en matière d'emploi, de salaire et de pouvoir d'achat et, plus profondément encore, il porte la question essentielle du travail et de sa finalité. (...)

**Il est de notre responsabilité pour cela d'inventer ensemble un nouvelle civilisation**, une civilisation de toute l'humanité, fondée sur la maîtrise et le dépassement des marchés, sur des nouveaux pouvoirs pour les citoyens, les travailleurs et indissociablement sur une autre culture, une nouvelle éthique, de nouvelles valeurs de partage, de respect de la créativité de chacun.

(...)

Depuis 2007, ils pensaient que tout était réglé : leur politique était, disaient-ils, ultra-populaire ; les syndicats étaient devenus « responsables » ; (...)

Mais la crise financière et la réponse des gouvernants à cette crise ont mis fin à cet enfumage. Et le mouvement actuel a bel et bien été à la hauteur de l'attaque sans précédent lancé à la faveur de cette crise contre le monde du travail.

(...) Nicolas Sarkozy voulait faire de la retraite sa bataille essentielle. Nous avons décidé de relever le défi en décidant lors de notre congrès de faire de cette bataille un axe majeur de notre action. Nous pouvons être fiers de la bataille menée. Oui, nous sortons plus forts des semaines écoulées, Nicolas Sarkozy et les siens plus affaiblis.

(...) **Aux heures les plus fortes de la mobilisation, nous avons tous senti (...) la formidable intelligence d'un peuple** face à un pouvoir se servant de tous les artifices pour le diviser et le faire plier ; la combattivité de millions de femmes et d'hommes (...)

**Je veux aussi ce soir saluer le travail exceptionnel des organisations syndicales.** (...) Depuis des mois, elles sont restées unies sans ne jamais rien céder au gouvernement qui fasse reculer les droits des salarié-es. (...) L'Europe entière admire et regarde ce qui se passe dans notre pays.

**Je veux enfin redire ici l'importance du travail des parlementaires communistes,** (...) Le projet de loi qu'ils ont élaboré et porté a donné une perspective politique crédible à la mobilisation en montrant, (...) qu'une autre réforme était et demeure possible.

(...) La gauche doit maintenant prendre la mesure de la puissance de l'exigence populaire qui vient de gagner le pays. Et elle doit se mettre à la hauteur. (...)

Nous sommes pour là pour changer cette situation, pour construire avec notre peuple le projet collectif de changement auquel il aspire, pour ouvrir avec lui le chemin d'espoir qui lui ouvrira la porte.

A droite, on nous propose un remaniement ! La belle affaire ! (...)

Au Parti socialiste, on nous parle élection présidentielle, (...) Ségolène Royal - (...) déclarait que la réforme des retraites ne constituait pas « une défaite définitive » et était réversible en cas de victoire de la gauche à la présidentielle de 2012. (...) Celle-ci pourra donc être changée. Mais problème, c'est sur quelle base ?



- François Hollande, déclarait cette semaine dans une interview : « Il est évident que l'allongement de l'espérance de vie conduira à un allongement progressif de la durée de cotisation. [...] »

- Eva Joly n'est pas en reste quand elle déclare : « L'attention a été trop centrée sur l'aspect faussement bon sens et comptable de la réforme. L'argument qui consiste à dire nous vivons plus longtemps donc il faut travailler plus est superficiel. Il faut poser la question : qui travaillera plus longtemps ? ». (...)

Eh bien, nous, nous ne prenons pas le débat de cette manière. Nous en avons assez de cette gauche de la défaite qui n'a que « le réalisme de la contrainte financière » à la bouche comme si les dogmes de la gestion capitaliste et du FMI étaient devenus incontournables. (...) **si la gauche revient au pouvoir, elle aura la responsabilité principale de répondre à une question, « qui doit payer : le capital ou les salariés ? »**(...) Les citoyens veulent reprendre le pouvoir sur leur vie, (...) Et si nous voulons leur permettre, il va falloir bousculer le débat cadencé qu'ils nous concoctent pour 2012. (...)

Comment changer cela ? Tout simplement, en changeant le programme et les acteurs de ce programme. Et en faisant des citoyens et de leurs attentes les véritables vedettes des deux années à venir. (...)

Nous, nous voulons créer l'espoir. Nous avons lancé le Front de gauche pour cela, pour **qu'une démarche ouverte à toutes celles et ceux qui veulent relancer un projet de transformation sociale à la hauteur se développe au cœur même de la gauche, jusqu'à transformer toute son ambition politique et sociale.** (...)

A toutes celles et ceux qui pensent que la gauche est en panne, nous disons : le Front

de gauche, c'est le nouveau moteur qui peut la relancer, à vous de le faire tourner à plein régime.

**Construisons notre projet commun, le programme populaire et partagé qui nous rassemblera, répondons ensemble à la question : dans quelle société voulons-vous vivre ?** Énonçons dans chaque domaine le ou la grande question qui identifie le changement nécessaire, et qui rassemble, (...)

C'est le moment de s'y mettre et, pour avancer, je fais ce soir quatre propositions.

### **Première proposition.**

Pour construire ce programme partagé, pourquoi ne pas commencer par ce qui nous rassemble dans l'action depuis des semaines sur les retraites ? **Pourquoi attendre 2012 pour discuter d'une autre réforme des retraites ?** Ouvrons partout dans le pays le travail d'élaboration de la loi nouvelle rétablissant le droit à la retraite à 60 ans à laquelle les forces de gauche se sont engagées.

Les syndicalistes ont des propositions et nos parlementaires ont déposé une proposition de loi. Au Parti socialiste, un projet existe qui ne nous convient pas mais Benoît Hamon dit lui-même qu'il faudra bien mettre les organisations syndicales autour de la table et discuter de tous les sujets. (...) n'attendons pas. Initiations tous ensemble ce grand débat sur la loi que devra adopter la gauche si elle revient au pouvoir. (...)

**Deuxième proposition, ce que nous saurons faire sur les retraites, engageons le sur les autres grands enjeux de société. Travail ; argent et fiscalité ; écologie ; services publics ; République, démocratie et collectivités locales ; construction européenne ; nouvel ordre du monde...** (...)

**Troisième proposition,** puisque les jeunes sont rentrés dans la danse et que c'est leur avenir qui est en jeu, **prolongeons ce front de la jeunesse en nous mettant à leur disposition pour construire tous les espaces politiques nécessaires à leur intervention.** Nous pouvons compter sur la jeunesse communiste pour animer avec nous cette démarche.

**Quatrième proposition.** Pour ouvrir tous ces chemins, changeons dès maintenant et sans attendre la vie politique.

**Expérimentons les formes d'une nouvelle démocratie citoyenne :** créons partout des espaces, des réseaux qui permettront de travailler dans la durée et à égalité avec le plus grand nombre - syndicalistes, jeunes, militants du mouvement associatif, élus locaux -

(...)

C'est en avançant dans cette voie, en mettant en œuvre ces propositions, que je vous propose de construire le contrat politique qui nous permettra de remporter une victoire définitive et durable contre la politique de Nicolas Sarkozy, de construire une alternative réussie.

La compétition présidentielle va être organisée pour brouiller les cartes. (...) Le contrat du Front de gauche pour 2011 et 2012 devra reposer sur le programme partagé ainsi construit, sur une vraie ambition pour la gauche, sur la volonté d'une majorité politique législative assise sur des engagements clairs, sur des candidatures aux cantonales, aux sénatoriales, à la présidentielle et aux législatives portant ces objectifs.

Pour le parti communiste, les choses sont claires : **la force du Front de gauche sera collective et partagée ou ne sera pas.** (...) Pas de femme ou d'homme providentiel-le chez nous mais des candidates respectueux du contrat partagé que nous construirons avec les citoyen-nes.

(...) nous pouvons dans les mois qui viennent franchir avec elle un cap décisif et passer de la possibilité d'une alternance à une réelle alternative politique.

Soyons confiants. (...) aujourd'hui avec la bataille des retraites : parier sur l'intelligence populaire peut porter loin.

**Avec le mouvement des retraites, le peuple a repris la parole. Ensemble, nous n'avons désormais plus qu'un seul cap : qu'il la garde.**  
(...)

## Le crédit, un véritable service public

Denis Durand

### Les banques ont une énorme responsabilité dans la crise actuelle.

◆ C'est le soutien du crédit bancaire aux opérations spéculatives qui a déchaîné l'expansion démente des marchés financiers puis la récession, l'explosion du chômage et la crise des finances publiques. Le crédit pourrait, au contraire, être l'outil le plus puissant pour sortir de la crise.

◆ Si les banques finançaient en priorité les projets les plus porteurs d'emploi, les plus économes en moyens matériels de production pour permettre davantage de dépenses en salaires, en formation, en recherche, alors il deviendrait possible, d'un même mouvement, de réduire la dépendance de nos économies vis-à-vis des marchés financiers et de relancer de façon saine les productions efficaces et le pouvoir d'achat salarial qui leur ouvrirait un débouché.

◆ Les banques ont un pouvoir exorbitant : créer de la monnaie. Une simple signature sur un contrat de prêt, et elles mettent en circulation le montant correspondant de moyens de paiement. Quelle responsabilité ! Rien de moins que la confiance des citoyens dans leur monnaie. Un crédit de qualité, gagé par la création de richesses réelles tirées du travail des êtres humains, relève donc bien d'un véritable service public.

### Il faut donc un pôle financier public !

Mais il ne suffit pas que l'État prenne le contrôle et la direction des banques, ou d'une partie d'entre elles. C'était bien le

cas au début des années quatre-vingt : le système financier français était cloisonné, soumis à un contrôle étroit des mouvements de capitaux, et 85 % des banques étaient nationalisées.

Mais ce système étatique, éloigné des citoyens, était devenu profondément inefficace.

Lorsque sa crise s'est installée, il a suffi de quelques années – entre 1983 et 1990 – pour que la libéralisation financière et la pression des marchés fassent voler en éclat tout ce dispositif.

### Qu'a-t-il donc manqué ?

Que la puissance des mobilisations sociales crée un rapport de forces capable de l'emporter sur la puissance des marchés financiers. Qu'au-delà du contrôle étatique, les citoyens aient de véritables pouvoirs en matière de crédit et de financement de l'économie.

### Où peuvent s'exprimer ces pouvoirs démocratiques ?

Dans l'entreprise d'abord, à travers les luttes pour l'intervention des travailleurs dans la gestion, avec de nouveaux critères.

**Mais aussi, de façon cruciale, dans les relations entre banques et entreprises.**

◆ Ainsi, toute la logique des fonds régionaux pour l'emploi et la formation proposés par le Parti communiste est de mobiliser les leviers d'action économique des régions (bonifications d'intérêt, garanties d'emprunts) pour imposer aux banques de financer les projets viables, soutenus par les



populations, d'autant plus vigoureusement que ces projets comporteront plus de créations d'emplois et plus d'efforts de formation.

◆ **Un pôle financier public, au niveau national, aurait vocation à être un partenaire privilégié de ces fonds régionaux, qui seraient, en retour, un point d'appui indispensable à son action.**

Mais la portée de ces propositions ne s'arrête pas là.

**Les projets – publics ou privés - validés par des fonds régionaux devraient bénéficier d'un refinancement privilégié de la part de la Banque centrale européenne et de la Banque de France.**

**Comme point d'appui des luttes pour une refonte des pouvoirs et des missions confiées par les traités à la BCE, et sans même attendre une modification formelle de ces traités, il y aurait là la base d'une politique monétaire sélective, pénalisant le développement des marchés financiers et encourageant au contraire les investissements les plus favorables à l'emploi et à la croissance réelle.**

**Du local au mondial, en passant par l'Europe, un nouveau service public du crédit donnerait ainsi aux citoyens, pour la première fois depuis le début du capitalisme, une prise pour réorienter radicalement le comportement des banques et, à travers lui, celui des entreprises et de l'économie tout entière .**